

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 49 (1908), p. 205-207

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1908__49__205_0

© Société de statistique de Paris, 1908, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 7 — JUILLET 1908

I

PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 JUILLET 1908

Sommaire. — Adoption du procès-verbal de la séance du 20 mai 1908. — Présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général. — Communication sur les contributions directes et les taxes de remplacement des droits d'octroi à Paris, par M. Desroys du Roure; discussion : MM. Hennequin, Fléchet, Payelle, Cadoux. — Communication sur la petite ville française, par M. Meuriot; discussion : MM. Hennequin, Fléchet, Bernard.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. A. DELATOUR, président.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

M. le PRÉSIDENT a le plaisir d'annoncer à la Société la nomination de notre collègue, M. Bellom, en qualité de membre de la Société royale de statistique de Londres.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL présente les ouvrages reçus depuis la dernière séance (Voir la liste, p. 244). Il signale le *Résumé statistique du Japon*, ouvrage publié en langue française par le cabinet impérial et qui constitue un intéressant extrait du vingt-sixième annuaire statistique de ce pays.

L'ordre du jour appelle la communication de M. DESROYS DU ROURE sur *les contributions directes et les taxes de remplacement à Paris*.

M. Desroys du Roure présente à la Société de statistique un exemplaire du rapport que la Direction des finances de la préfecture de la Seine adresse tous les ans au préfet au sujet du recouvrement des contributions directes et des taxes assimilées dans le département de la Seine, ainsi que sur le contentieux relatif à l'assiette et au recouvrement.

Le rapport en question a trait aux opérations de l'exercice 1906; il renferme, en outre, des relevés statistiques portant sur un certain nombre d'années et des graphiques dont l'agrandissement figure à l'Exposition de Londres, dans le pavillon de la ville de Paris.

M. Desroys du Roure se propose d'en extraire quelques chiffres qui lui semblent de nature à retenir plus spécialement l'attention de la Société.

Si l'on compare pour la France, moins la Seine, pour la ville de Paris et pour le département de la Seine, moins Paris, l'accroissement de la population et celui du montant des rôles des quatre contributions directes (y compris les centimes départementaux et communaux) de 1872 à 1906, on constate que le second a été beaucoup plus rapide que le premier. De sorte que la charge par tête d'habitant a augmenté respectivement de 48,7%, de 64,3% et enfin de 54,2% pour les trois collectivités considérées. Si l'on analyse les causes de ces variations, on trouve qu'elles tiennent, d'une part, aux accroissements de la matière imposable et, d'autre part, à l'aug-

mentation du nombre des centimes départementaux et communaux, mais dans une proportion très variable.

L'orateur donne ensuite, pour les différentes contributions, et par arrondissement de la Seine (Paris, Saint-Denis et Sceaux), la proportion du nombre de cotes au chiffre de la population; cette proportion présente des différences sensibles d'un arrondissement à l'autre, dont il est intéressant de rechercher les causes.

Passant aux taxes assimilées, M. Desroys du Roure s'occupe spécialement de l'impôt sur les voitures, chevaux et automobiles, dont les divers éléments suivent une progression inverse, et de la taxe sur les vélocipèdes, dont on peut écrire l'histoire complète en tant qu'impôt direct, puisque la loi du 17 avril 1906 l'a transformé en une taxe indirecte.

L'orateur termine en commentant un graphique qui représente, de 1872 à 1906, la marche du nombre des réclamations présentées par les contribuables de la Seine au sujet de leur imposition à des contributions ou taxes directes. Le minimum se trouve en 1882 avec 14 605 réclamations, et le maximum en 1901 avec 59 309 réclamations. Les variations en cette matière sont curieuses à étudier; en analysant les différentes sortes de demandes de dégrèvements, ce qui demanderait des développements trop longs pour cette fois, on arriverait à dégager des aperçus curieux sur ce que l'on pourrait appeler « la psychologie du contribuable ».

M. le PRÉSIDENT remercie M. Desroys du Roure de sa communication et déclare la discussion ouverte.

M. HENNEQUIN regrette que M. Desroys du Roure n'ait pas fait figurer dans ses tableaux, en face du montant total des rôles des contributions directes, le nombre des cotes, surtout en ce qui concerne les contributions personnelle-mobilière et des patentes. L'exonération à la base portant sur un grand nombre de personnes, la variation du nombre annuel des cotes de 1872 à 1906 eût été très intéressante à suivre.

M. DESROYS DU ROURE pense, comme M. Hennequin, que l'on trouverait probablement à Paris une diminution du nombre des cotes, malgré l'augmentation considérable du produit.

M. FLÉCHEY fait remarquer que M. Desroys du Roure a paru s'étonner de la proportion relativement considérable des cotes de patentes dans l'arrondissement de Sceaux, par rapport à celui de Saint-Denis, cependant très industriel. Ne pourrait-on pas attribuer ce résultat à la proportion du nombre des patrons à celui de la population ouvrière qu'ils emploient et qui est très différente dans les deux arrondissements?

Dans l'arrondissement de Saint-Denis, qui compte des établissements industriels considérables, le nombre des patrons patentés est relativement peu élevé. Dans l'arrondissement de Sceaux, au contraire, la population rurale est presque entièrement composée de fabricants de primeurs, de maraîchers, de pépiniéristes, de fleuristes, et compte un nombre relativement considérable de patrons, dont un certain nombre peuvent être patentés.

M. PAYELLE observe, à propos d'une réflexion faite sur l'impôt foncier de la propriété non bâtie, que si, à Paris, cet impôt n'est pas perçu pour le sol des maisons, il ne s'ensuit pas que les propriétaires ne soient pas frappés proportionnellement à la valeur du sol, car cet élément influe énormément sur l'évaluation du revenu des immeubles, qui sert de base à la perception de l'impôt foncier des propriétés bâties.

M. CADOUX rappelle, à propos des taxes de remplacement des droits d'octroi, que certains pensaient trouver dans cette opération un profit pour la ville de Paris. Les événements ont justifié la prévision contraire, puisque les taxes de remplacement rapportent 43 millions environ et que les droits d'octroi supprimés auraient fourni 57 millions, en évaluant aussi bas que possible les progrès de la consommation.

M. DESROYS DU ROURE répond que les mécomptes ne sont pas dus aux taxes de remplacement, mais seulement à l'accroissement du droit sur l'alcool qui a été relevé en même temps par l'Etat et par la ville. Il en est résulté que le produit des droits sur l'alcool a baissé, soit par suite d'une diminution de la consommation, soit aussi à cause de la fraude devenue plus rémunératrice.

M. HENNEQUIN aurait désiré des renseignements plus détaillés sur le produit des taxes de remplacement, il espère que M. Desroys du Roure voudra bien en faire le sujet d'une nouvelle communication.

M. le PRÉSIDENT, prenant acte de l'acquiescement de M. Desroys du Roure, donne la parole à M. Meuriot pour sa communication sur *la petite ville française*.

M. MEURIOT estime avoir trouvé entre la population rurale, qui, depuis cinquante ans, ne cesse de diminuer, et la population urbaine, qui croît constamment, un élément démographique remarquable par sa fixité. C'est la petite ville, dont le type est, en France, le chef-lieu d'arrondissement ayant moins de 5 000 habitants. En mettant à part Sceaux, on en compte 98; parmi ceux-ci, 31 ont moins de 3 000 habitants et 7 moins de 2 000. En dehors de ces 7 dernières répondant à des conditions très particulières (densité exceptionnellement faible de population et altitude très élevée), ces 91 chefs-lieux présentent, depuis cinquante ans, deux caractères communs : le caractère urbain et la stagnation de la population. On peut reconnaître ou mieux mesurer le premier symptôme, dit l'orateur, en constatant la forte proportion d'adultes, le chiffre important de la population comptée à part (qu'il s'agisse de garnisons, d'établissements scolaires ou hospitaliers), enfin, la composition professionnelle : représentants de toutes les administrations, judiciaire, financière, scolaire en tête. Or, la population de l'ensemble de ces 98 petites villes n'a, en effet, pas varié pour ainsi dire depuis plus de cinquante ans. De 1876 à 1901, elle a passé de 340 600 habitants environ à 342 000, tandis que la population totale des arrondissements correspondants diminuait de 300 000 unités.

Ces 98 petits centres sont, d'ailleurs, répandus dans toutes les régions et constituent, par suite, une entité géographique bien déterminée et dont le caractère est indéniable. D'autre part, leurs relations économiques avec les villes voisines plus considérables leur donnent une importance économique suffisante.

En résumé, M. Meuriot attribue la fixité de la population de ces 98 villes à ce fait que le petit chef-lieu d'arrondissement constitue un centre géographique et administratif groupant une population stable autour d'un noyau d'institutions restant constantes (administrations diverses, justice, enseignement, etc.), malgré les changements de personnel.

Elargissant alors son raisonnement et reprenant une idée déjà émise par l'éminent géographe, M. Foncin, qui déclare que, dans beaucoup de cas, les chefs-lieux d'arrondissement peuvent être considérés comme analogues aux *pagi* de l'ancienne Gaule, M. Meuriot expose que les adversaires de la décentralisation administrative ne pourraient avoir les mêmes craintes pour l'unité nationale si, au lieu de renforcer la vie propre des anciennes provinces, on donnait plus de liberté aux arrondissements, qui, mieux que les départements, correspondent à une personnalité géographique.

M. HENNEQUIN rappelle que la définition de la ville employée par l'administration française : « Commune ayant une population de 2 000 habitants agglomérés » est tout à fait empirique. Il trouve un meilleur critérium dans le montant annuel des dépenses budgétaires qui, au delà d'un certain chiffre, implique nécessairement l'existence de services urbains : voirie, éclairage public, etc. D'autre part, l'étude de M. Meuriot pourrait être étendue à beaucoup d'autres petites villes non chefs-lieux d'arrondissement, mais présentant des caractères analogues.

M. FLÉCHEY observe que beaucoup de chefs-lieux de canton lui paraissent être, en effet, dans ce cas.

M. BERNARD ajoute que le développement des chemins de fer a dû influencer d'une façon certaine sur le développement d'un grand nombre de petites villes.

M. le PRÉSIDENT remercie l'auteur de sa communication, informe que le conseil a décidé qu'il n'y aurait pas de séance en juillet, et clôt la séance à 11 heures.

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Président,
Albert DELATOUR.
